



HAL
open science

Un nouvel acteur géopolitique : la diaspora indienne

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Un nouvel acteur géopolitique : la diaspora indienne. *Géostratégiques*, 2008, 19, pp.39-53. halshs-00768636

HAL Id: halshs-00768636

<https://shs.hal.science/halshs-00768636>

Submitted on 22 Dec 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UN NOUVEL ACTEUR GÉOPOLITIQUE : LA DIASPORA INDIENNE

Le Recteur Gérard-François DUMONT*

Depuis les années 1990, le gouvernement indien déploie des initiatives pour mobiliser la diaspora¹ indienne au profit de son pays. Il a créé au sein de son ministère des affaires étrangères une division des Indiens non résidents et des personnes d'origine indienne, ces derniers pouvant disposer d'une carte attestant de leur origine. En janvier 2005, lors de la conférence du Pravasi Bharatiya Divas, devant 2 500 délégués de la diaspora indienne venus de 61 pays, le Premier ministre indien Manmohan Singh a notamment fait état de son espoir de voir un jour tous les descendants d'immigrants indiens vivant dans différents pays du monde bénéficier de la citoyenneté indienne s'ils le désirent. L'Inde souhaiterait donc l'octroi de la double nationalité à tous les descendants des Indiens vivant à l'étranger².

De telles intentions signifient une approche géopolitique nouvelle. En effet, le terme diaspora, pour désigner les Indiens ayant entrepris d'émigrer, n'est d'usage que depuis les années 1990. Auparavant, ces personnes étaient désignées comme des Indiens d'outre-mer (*overseas Indians*), même si elles n'avaient pas accompli un parcours maritime dans leur chemin d'émigration. L'émigration indienne est d'ailleurs un phénomène historiquement récent dont l'histoire doit d'abord être résumée selon quatre vagues principales. Il conviendra ensuite d'en prendre la mesure absolue, vue des pays d'immigration et vue de l'Inde, avant d'étudier sa mesure relative. Puis trois régions mériteront une attention particulière : l'Amérique du Nord, l'Europe et le Moyen-Orient.

Les principales vagues d'émigration

Les premiers flux d'émigration significatifs de populations d'origine indienne ne se produisent qu'au XIX^e siècle. Une première vague migratoire se dirige vers l'Afrique, l'Asie du Sud-est, les Fidji et les Caraïbes (Trinidad, Jamaïque, Guadeloupe,

Martinique...). Elle est notamment motivée par la grande demande de main-d'œuvre bon marché qui naît après l'abolition britannique de l'esclavage en 1833-1834, et concerne donc notamment des territoires de l'Empire britannique recrutant des travailleurs sous contrat individuel (*indenture labour*), surtout en Inde du nord. Parallèlement se met en place dans le Sud de l'Inde le système dit Kangani (contremaître) de recrutement familial villageois vers le Sri Lanka, la Malaisie ou la Birmanie.

La deuxième grande vague migratoire se produit beaucoup plus tard, après l'indépendance, dans la seconde moitié du vingtième siècle. Elle concerne des Indiens bénéficiant généralement d'une certaine qualification et se dirigeant vers des pays développés.

La troisième vague migratoire, qui commence dans les années 1970, a des destinations différentes des deux précédentes, avec un contexte juridique des pays de destination fort différent. Elle est déclenchée par les besoins croissants des pays producteurs de pétrole d'Asie occidentale qui préfèrent des travailleurs temporaires peu qualifiés.

Enfin, et même si les deux dernières vagues continuent d'exercer des effets, les facteurs qui se surajoutent depuis les années 1990, dus aux processus de globalisation, d'internationalisation et de mondialisation³, conduisent à considérer l'existence d'une quatrième vague, très liée d'une part à l'ouverture économique de l'Inde et, d'autre part, au potentiel des marchés de destinations.

L'immigration indienne selon les pays d'immigration

Deux méthodes sont toujours possibles pour prendre la mesure d'une immigration : considérer, d'une part, les définitions et les statistiques des pays d'immigration et, d'autre part, celles des pays d'émigration.

Le recours à la première méthode est surtout possible parmi les pays de l'OCDE qui appliquent une définition géographique de l'immigration, inventoriant les personnes résidentes sur leur sol et nées à l'étranger. Selon ce critère, les statistiques de l'OCDE⁴ permettent de mettre en évidence l'importance de l'immigration indienne aux États-Unis, avec près de 1 500 000 personnes en 2005, devant le Royaume-Uni avec 570 000 personnes, puis le Canada avec 315 000 personnes.

Des Indiens d'outre-mer à la diaspora indienne

1947 : Après son Indépendance, l'Inde de Nehru prône l'intégration des communautés indiennes émigrées dans les nouveaux États issus du démembrement de l'Empire britannique. En Birmanie et en Malaisie, les Indiens sont enjoins à adopter la nationalité de ces nouveaux États.

1972 : L'attitude de désintérêt du gouvernement indien pour ses émigrés d'outre-mer est à nouveau mise en évidence par le refus de l'Inde d'accueillir l'ensemble de ses ressortissants d'outre-mer qui se trouvent expulsés d'Ouganda.

1986 : Changement de politique après la prise de conscience de l'utilité éventuelle pour l'Inde des Indiens d'outre-mer : création, au sein du département de l'industrie, d'un service pour faciliter les procédures d'investissement des non-résidents.

Mars 1999 : Idée de création d'une carte pour les personnes d'origine indienne facilitant notamment l'accès à la propriété pour ces personnes et l'octroi d'un visa de long séjour.

Août 2000 : Création du Haut Conseil de la diaspora indienne

2002 : Le rapport du Haut Conseil sur la diaspora indienne fixe parmi ses six objectifs de « transformer les membres de la diaspora en ambassadeurs de l'Inde ».

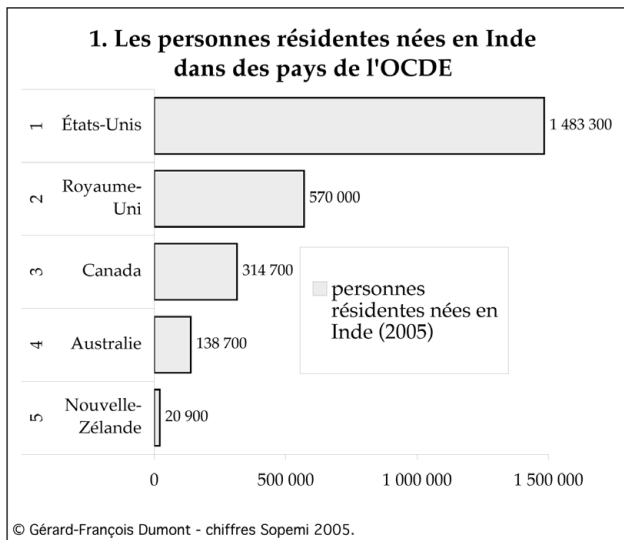
2003 : Amendement à la loi sur la citoyenneté permettant de créer une citoyenneté d'outre-mer pour des nationaux d'autres pays d'origine indienne

2003 : Première journée des expatriés indiens (Pravasi Bharatiya Divas), célébrée le 9 janvier 2003, avec 2000 délégués de 61 pays. Cette date correspond à la commémoration du retour définitif de Gandhi d'Afrique du Sud en Inde en 1915.

2003 : Création d'une nouvelle décoration créée spécifiquement pour les membres de la diaspora indienne.

2005 : Le premier ministre indien plaide pour la double nationalité au profit des membres de la diaspora indienne.

Janvier 2008 : ouverture de la 6^{ème} édition de la Pravasi Bharatiya Divas à New Delhi sur le thème « Une diaspora engagée : le moyen d'avancer » (*Engaging the diaspora the way ahead*). Le chef du gouvernement mauricien reçoit le « Pravasi Bharatiya Samman Award », une récompense pour sa contribution « exceptionnelle » en tant que fils d'immigrant indien.



Mais cette approche géographique donne une idée insuffisante de l'apport de l'immigration indienne. En effet, l'immigration ne rend ni stérile ni immortel et toute immigration a des effets sur le mouvement naturel dans le pays d'arrivée. En outre, le fait de naître dans un pays ne signifie nullement le refus des éléments identitaires issus de parents ayant émigré de leur pays de naissance. En partant de ces principes, l'Inde a défini sa propre méthode pour chiffrer l'émigration indienne, méthode qui conduit à des chiffres plus élevés que les précédents. Il en résulte par exemple que, alors que le Royaume-Uni évalue à 570 000 les personnes y résidant et nées en Inde, le gouvernement indien estime à 1,7 million les effectifs de la diaspora indienne dans ce pays.

L'importance de la diaspora indienne vue de l'Inde

Au début du XXI^e siècle, la diaspora indienne compte environ 20 millions de personnes, dont plus de 16 millions précisément dénombrées ou évaluées en 2002, selon les statistiques du ministère indien des affaires étrangères⁵. Ce dernier distingue les personnes d'origine indienne des Indiens non-résidents. Les personnes d'origine indienne (*person of indian origin* ou *PIO*), qui peuvent disposer d'un document prouvant leur origine, n'ont pas la nationalité indienne mais sont d'origine indienne ou descendantes d'Indiens. L'Inde les répartit en 3 groupes :

- Toute personne qui a possédé auparavant un passeport indien,
- Toute personne dont les parents, un des grands-parents ou un des arrière-grands-parents sont nés, ou ont eu une résidence permanente, sur le territoire de l'Inde tel que défini par les lois indiennes (donc à l'exclusion du Pakistan et du Bangladesh),
- Le conjoint d'un citoyen indien ou d'une personne d'origine indienne entrant dans l'une des deux catégories ci-dessus.

Les personnes d'origine indienne (estimées à 8,7 millions) sont notamment des descendants de la première vague migratoire présentée ci-dessus. Autrement dit, les effectifs des personnes d'origine indienne n'augmentent plus en raison de nouveaux apports migratoires, mais essentiellement en fonction du mouvement naturel d'immigrants anciens. Compte tenu de l'importance croissante des nouvelles vagues migratoires depuis l'indépendance, la proportion des personnes d'origine indienne dans l'ensemble de la diaspora, majoritaire en 2002, pourrait diminuer.

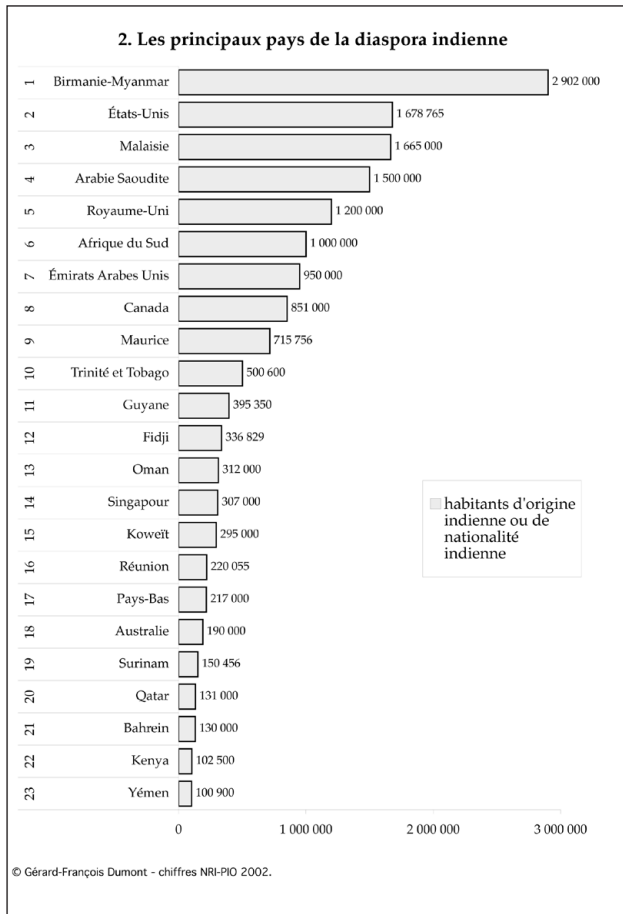
L'autre ensemble formant la diaspora indienne, selon les normes des autorités de l'Inde, est celui des Indiens non-résidents (*Non resident Indians* ou NRIs), soit près de 4 millions de personnes. Ce sont des citoyens indiens, de nationalité indienne, ayant un passeport indien et résidant en dehors de l'Inde pour une période indéfinie, en raison d'un emploi à l'étranger ou pour toute autre motif. Dans les faits, les Indiens non-résidents sont le plus souvent des émigrés récents et considérés comme des émigrants temporaires. On peut néanmoins penser que leur émigration temporaire pourrait devenir définitive quand elle s'oriente vers des pays ouverts à la naturalisation, comme l'Europe ou l'Amérique du Nord, mais devrait rester temporaire lorsqu'elle va vers des pays où l'accès à la citoyenneté est quasi impossible, comme les pays du Golfe.

La distinction entre les personnes d'origine indienne et les Indiens non-résidents n'est sans doute pas toujours évidente. En effet, les statistiques indiennes ne l'indiquent pas pour les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud⁶. Voyons désormais comment l'Inde répartit sa diaspora selon les pays.

Pluralité géographique avec de fortes concentrations

Si l'on considère les pays de la diaspora indienne par ordre d'importance, 6 pays comptent plus d'1 million d'Indiens et 23 pays en comptent plus de 100 000. La

Birmanie voisine arrive en tête avec près de 3 millions d'Indiens. Ce chiffre est l'héritage du système dit Kanganani (contremaître) cité ci-dessus, c'est-à-dire de la pratique d'un recrutement familial villageois qui a prévalu surtout dans le Sud de l'Inde au XIX^e siècle. Ces 3 millions sont donc essentiellement des personnes d'origine indienne. La troisième place de la Malaisie dans le classement, avec 1,7 million d'Indiens de la diaspora, s'explique pour les mêmes raisons relevant de la première vague migratoire.



En revanche, la diaspora indienne aux États-Unis est, comme nous le verrons, le résultat d'une immigration beaucoup plus récente, combinant les deuxième et surtout quatrième vagues migratoires citées ci-dessus. La quatrième place de l'Arabie Saoudite s'inscrit selon la logique de la troisième vague migratoire, tandis que le Royaume-Uni cumule des effets indirects de la première vague migratoire et des deuxième et quatrième vagues. En sixième position avec 1 million de personnes, l'Afrique du Sud hérite des effets de la première vague migratoire, précédant les Émirats Arabes Unis dont l'immigration indienne est de même nature que celle constatée en Arabie Saoudite.

Concernant l'Afrique du Sud, la présence indienne est en réalité plus ancienne, mais elle demeura longtemps très faible. Elle commence en 1653, lorsque des marchands néerlandais vendent des Indiens comme esclaves à des Néerlandais de la colonie du Cap. Mais elle prend surtout de l'importance après l'abolition de l'esclavage dans l'empire britannique en 1833-1834, comme dans les autres régions d'Afrique et dans d'autres régions du monde. Les travailleurs indiens pour les plantations sud-africaines viennent principalement du Bihâr (au nord de l'Inde, dans l'est de la plaine indo-gangétique), de l'Uttar Pradesh oriental (Inde du Nord), du Tamil Nadu (sud-est) et de l'Andhra Pradesh (sud-est). Plus tard, arrivent aussi des commerçants du Gujarat (ouest de l'Inde) qui émigrent comme « passagers libres » (*free passagers*). Les travailleurs indiens exercent aussi des fonctions dans les chemins de fer, comme dockers, mineurs, dans des services municipaux ou domestiques. Mais les Indiens réussissent aussi dans le commerce en concurrençant les Blancs, ce qui conduit l'administration coloniale à édicter des lois les discriminant. L'arrivée de Gandhi en 1893 marqua le début d'une longue bataille pour l'égalité. En 1894, est créé le Congrès indien du Natal, puis le congrès indien du Transvaal.

Après les multiples événements ayant conduit à la fin de l'apartheid, en 2007, il y a 47 millions de Sud-Africains, dont 1 million d'Indiens, soit 2 % de la population totale. Plus de la moitié d'entre eux vivent au KwaZulu-Natal. La population d'origine indienne a créé le *South African Federation* pour promouvoir la culture indienne et lui donner toute son importance. Mais, bien que porteur consevant d'un rôle historique pour l'indépendance de l'Inde à cause de Gandhi, leurs liens géopolitiques avec l'Inde sont lâches, notamment parce que leur émigration est ancienne, effectuée essentiellement entre 1860 et 1911, parce qu'ils ont obtenu la nationalité sud-africaine dès 1961 et parce qu'ils ont comme priorité de participer à la construction de la nation sud-africaine dont la fin de l'apartheid date de 1994.

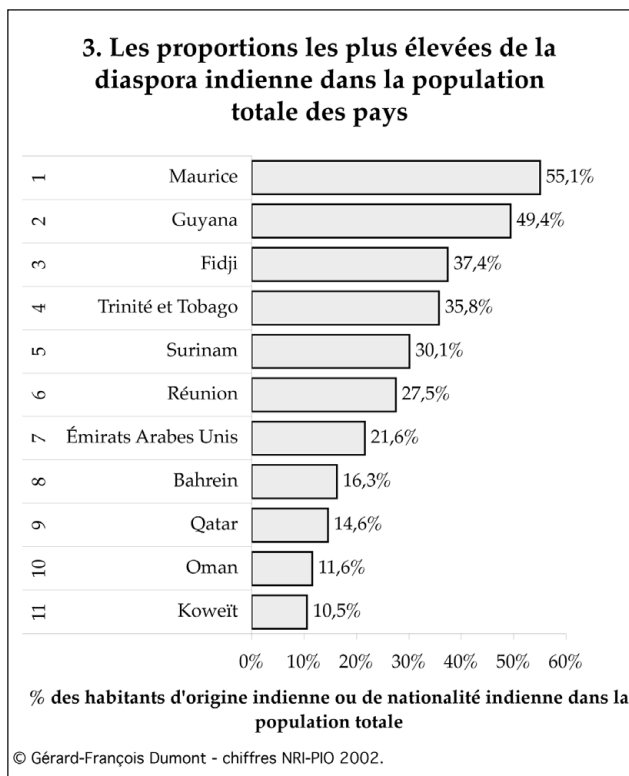
Dans le reste de l'Afrique, hormis Maurice et la Réunion, la communauté indienne n'atteint jamais une proportion aussi importante qu'en Afrique du Sud. Le nombre des immigrés indiens, assez élevé en Afrique australe, a même diminué après les indépendances lorsque les nouveaux gouvernements ont conduit des politiques défavorables aux habitants d'origine non-africaine. Par exemple, en 1972, toutes les personnes d'origine asiatique ont été chassées de l'Ouganda par le Président Idi Amin. Une partie seulement, minoritaire, de la diaspora est donc revenue en Inde car le nombre de personnes que le gouvernement indien était prêt à accueillir était fixé à 15 000. La majorité des 200 000 expulsés a gagné la métropole de l'ancien colonisateur, donc le Royaume-Uni, comme précédemment les Indiens du Kenya à la fin des années 1960.

L'importance relative de la diaspora indienne

Considérons désormais la proportion de la diaspora indienne dans la population totale des pays où elle réside. À nouveau apparaissent des distinctions nettes selon les vagues migratoires. La première, celle du XIX^e siècle, explique que les Indiens forment 55 % de la population de Maurice, 50 % de la population de la Guyana, et des pourcentages supérieurs à 25 % aux Fidji, à Trinité et Tobago, au Surinam et à la Réunion. Les proportions d'Indiens les plus élevées dans la population des pays se trouvent donc dans des îles de l'océan Indien ou dans des pays riverains de la mer des Caraïbes, effets directs de l'abolition de l'esclavage.

Maurice est le seul pays où les personnes d'origine indienne constituent la majorité de la population. Nombre d'entre elles descendent des émigrations consécutives à l'abolition de l'esclavage, souvent originaires du district de Bhojpuri dans le Bihâr, situé au nord de l'Inde (dans l'Est de la plaine indo-gangétique). À la Réunion, depuis 1920, les personnes d'origine indienne ont la nationalité française et des droits politiques et sociaux complets, ce qui leur permet depuis d'exercer un rôle important dans la vie politique locale.

Puis se distinguent des pays du Golfe responsables de la troisième vague migratoire, avec des proportions d'Indiens d'autant plus élevées qu'il s'agit de pays faiblement peuplés disposant d'une main-d'œuvre largement insuffisante pour leurs activités liées aux hydrocarbures comme pour leurs besoins économiques résultant de leur rente pétrolière ou gazière : Émirats Arabes Unis, Bahreïn, Qatar, Oman et Koweït.



L'examen de la diversité du poids et de la nature de la diaspora indienne doit être complété par l'étude spécifique de trois régions : l'Amérique du Nord, l'Europe et le Golfe.

La diaspora indienne aux États-Unis, actrice d'un rapprochement

Aux États-Unis, la communauté indienne, composé d'environ 1,7 million de personnes, s'est considérablement accrue dans une période récente. Le recensement de 2000 l'a chiffrée à 1,678 million contre 0,815 million lors du recensement décennal précédent de 1990, soit une augmentation de 105 % et donc la plus forte croissance des diasporas d'origine asiatique pendant cette période intercensitaire. C'est pourquoi la diaspora indienne est désormais plus nombreuse que la diaspora japonaise, et la troisième diaspora asiatique après la chinoise et la philippine. La

diversité de l'Inde se retrouve aux États-Unis, avec des associations d'originaires du Kerala, du Gujarat, du Bengale ou une Association des Américains indiens de religion chrétienne formée à Los Angeles en 2000, sans oublier la Fédération des associations d'Indiens musulmans.

La diaspora indienne, qui représente un poids électoral non négligeable, a commencé à s'organiser politiquement dans les années 1980 pour peser au niveau local, celui des États, comme à l'échelon fédéral. La diaspora indienne a par exemple été présente dans l'entourage de Bill Clinton. Bien qu'elle soit dispersée dans différentes associations, l'action de la diaspora indienne explique qu'un nombre croissant de Représentants participe au comité pour l'Inde (*India caucus*) ou que le nombre de visas indiens autorisés par le Congrès ait nettement augmenté ces dernières années. Plusieurs Américains d'origine indienne occupent des postes politiques dans les États ou comme maires.

Il est désormais acquis que la diaspora indienne aux États-Unis plaide dans l'intérêt de son pays d'origine lorsque l'occasion s'en présente, ce qui a été le cas lors du conflit de Kargil, ou afin de lutter contre des législations américaines défavorables à l'Inde. En effet, dans les premières décennies suivant les indépendances de 1947, le Pakistan est diplomatiquement plus proche des États-Unis alors que les relations entre ces derniers et l'Inde, alors très liée à l'URSS, sont plutôt mauvaises. Au fil des années, l'action géopolitique de la diaspora indienne prend de l'importance. Sa présence réelle aux États-Unis est mise en évidence lors du conflit de Kargil — aussi appelé la guerre des glaciers — qui oppose l'Inde et le Pakistan en 1999, à l'heure d'une nouvelle dégradation de la situation au Cachemire qui conduit les deux pays à s'affronter. En mai 1999, des centaines de combattants islamistes, soutenus par l'armée pakistanaise dirigée par le général Musharraf, s'infiltrèrent et s'installent sur les hauteurs de Kargil, puis contrôlent la route stratégique Srinagar-Leh. L'Inde réagit fermement en engageant des moyens importants, notamment aériens, et la nouvelle guerre entre l'Inde et le Pakistan dure du 9 mai au 12 juillet. La tentative pakistanaise de remettre en cause la situation du Cachemire est condamnée par la communauté internationale. Les États-Unis, notamment, exercent une forte pression pour obtenir le retrait des combattants et de l'armée pakistanaise.

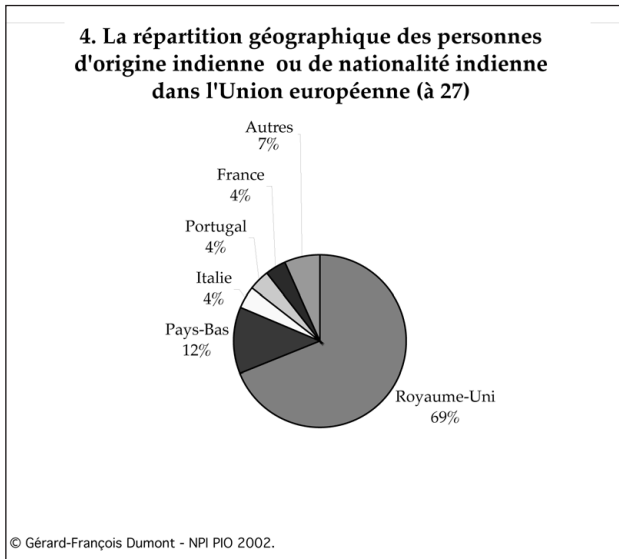
L'influence de la diaspora indienne aux États-Unis, qui a pu s'exercer à cette occasion, s'est aussi déployée à plusieurs reprises auprès du Congrès américain pour faire gommer certains aspects législatifs défavorables à l'Inde. En 2007, la diaspora indienne a plaidé auprès des sénateurs américains en faveur de la signature

de l'accord sur le nucléaire civil avec New Delhi, ce qui lui a valu les remerciements du Premier ministre indien, Manmohan Singh⁷.

Au Canada, la diaspora indienne est moins nombreuse qu'aux États-Unis, mais elle y représente une proportion plus importante de la population (2,8 %) et y connaît aussi une croissance annuelle élevée. Sa présence a été symbolisée par l'élection d'un Canadien d'origine indienne, Ujjal Dosanjh, comme Premier ministre de la Colombie britannique en 2000-2001. De façon générale, les hommes politiques canadiens attachent une importance croissante à la diaspora indienne, dont le poids électoral absolu et relatif augmente.

La prééminence du Royaume-Uni dans la diaspora indienne en Europe

Bien qu'il y ait eu au XIX^e siècle une immigration indienne en Europe occidentale, cette dernière n'a véritablement pris de l'importance vers le Royaume-Uni qu'au XX^e siècle, en devenant intense au moment où les anciennes colonies devinrent indépendantes. Ainsi, des Indiens du Surinam ré-émigrèrent vers les Pays-Bas ; des Indiens de Madagascar ou de Maurice allèrent en France ; des Indiens du Mozambique et de l'Angola se rendirent au Portugal. Mais les flux les plus importants s'effectuèrent de l'Afrique de l'Est ou de l'Inde vers le Royaume-Uni.



Au début du XXI^e siècle, plus des deux tiers des personnes d'origine indienne ou de nationalité indienne vivant dans l'Union européenne (à 27) habitent au Royaume-Uni, 12 % d'entre elles résidant aux Pays-Bas. Dans les 25 autres pays, se distinguent l'Italie, le Portugal et la France avec environ 4 % de la diaspora indienne de l'Union européenne, tandis que la présence indienne dans les autres pays de l'Union européenne est très faible. En conséquence, la communauté indienne forme la plus importante minorité ethnique du Royaume-Uni. Cette présence se trouve symbolisée en économie par de nombreux industriels britanniques d'origine indienne, dont Lakshmi Mittal, mais elle participe aussi à la vie politique britannique. Plusieurs membres de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords sont d'origine indienne. Deux des trois principaux partis politiques britanniques ont formé des groupes parlementaires d'amitié avec l'Inde.

La caractéristique de la diaspora indienne au Royaume-Uni, qui constitue sa différence fondamentale avec la diaspora pakistanaise, est sa nette réussite au point de vue économique comme à celui de l'intégration. Un des indicateurs de ce contraste entre les deux diasporas est la fécondité : les Indiens d'Angleterre ont une fécondité de 1,5 enfant par femme pour une moyenne de 1,73, alors que les Pakistanais vivant en Angleterre ont 2,24 enfants par femme⁸.

Des émigrants nécessairement temporaires dans les pays du Golfe

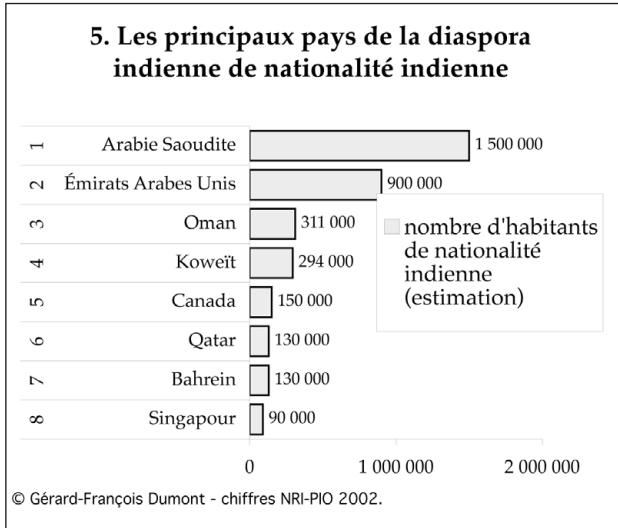
Les besoins économiques de pays du Golfe, combinés à une population active limitée ont engendré depuis les années 1970 des immigrations de travail temporaire. Sur près de 3 millions d'Indiens travaillant dans les pays du golfe, plus de la moitié viennent du Kerala.

Ces immigrants indiens sont en majorité des travailleurs sans qualification ou à faible qualification, mais s'y ajoutent des professionnels de métiers tertiaires (médecins, ingénieurs, architectes, banquiers..) ainsi que des personnes assurant le service aux particuliers. Cette diaspora demeure très importante mais a néanmoins diminué considérablement en Irak après la guerre du golfe de 1991, ainsi qu'en Libye depuis le milieu des années 1980. Mais cette diaspora se trouve dans une situation juridique fort différente de celle de l'Europe⁹. En effet, la plupart des pays de la région ne permettent pas aux travailleurs indiens d'obtenir la citoyenneté ou la nationalité, ce qui explique de fortes rotations puisque les travailleurs ne peuvent



Un camion symbolisant l'émigration indienne originaire du Kerala à Dubaï
© Gérard-François Dumont.

demeurer sur place à la fin de leur contrat de travail. Aussi, si l'on considère non la totalité de la diaspora indienne, mais uniquement celle disposant d'un passeport indien, les pays du Golfe arrivent nettement en tête avec, dans l'ordre, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, Oman et le Koweït.



Hormis les pays du Golfe, la diaspora indienne est également présente, dans un contexte fort différent, dans un autre pays du Moyen-Orient : Israël.

La diaspora indienne en Israël et le conflit du Proche-Orient

Parmi la diaspora indienne, il convient en effet de citer une composante qui explique aujourd'hui les liens relativement étroits entre Israël et l'Union indienne. En effet, depuis les années 1940, environ 30 000 Indiens de confession juive ont migré en Israël. Ces juifs ou leurs descendants souhaitent généralement conserver des liens avec l'Inde car leurs ancêtres n'y ont jamais été maltraités. Cette histoire et le rôle exercé par la diaspora indienne en Israël comme par les Indiens de confession juive vivant en Inde est l'une des raisons des bonnes relations diplomatiques entre l'Union indienne et Israël.

La diaspora indienne, selon les critères du gouvernement de l'Union indienne, fait l'objet d'une définition assez large, notamment en incluant des arrière-petits-enfants de migrants. Une telle définition donnerait d'ailleurs des résultats spectaculaires dans de nombreux pays. Néanmoins, rapportée à la population de l'Inde, la diaspora indienne, sans doute 20 millions d'habitants, apparaît faible, à peine 2 % de la population du pays¹⁰. Mais, d'une part, son implantation géographique diversifiée en fait un relais important de l'action diplomatique de l'Inde et, d'autre part, son niveau économique représente pour l'Inde un atout. Cette diaspora est certes fort diversifiée selon l'ancienneté de sa migration, selon la géopolitique interne des pays de résidence, selon les régions de l'Inde d'où elle tire son origine, ou selon les religions pratiquées. Mais, en promouvant les mérites de sa diaspora, dont la réussite dans les pays où elle réside est souvent avérée, l'Inde veut se valoriser géopolitiquement et, parallèlement, recourir à la présence de cette diaspora pour se renforcer dans le monde.

*Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne et Président de la revue *Population & Avenir*.

Notes

1. Compte tenu du processus contemporain de „diasporisation”, le mot diaspora prend un sens dont la nature est fondamentalement nouvelle. Cf. Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.

2. Ce qui supposerait que tous les pays où vivent des membres de la diaspora acceptent le principe de la double nationalité.
3. Dumont, Gérard-François, « The new logic of migration in the Twenty-First Century », *Geopolitical Affairs*, volume 1, number 2, summer 2007. En français : « Les nouvelles logiques migratoires au XXI^e siècle », *Outre-Terre*, n° 17, Éditions Eres, 2007.
4. *Perspectives des migrations internationales*, OCDE, 2007.
5. Rapport du Haut Comité sur la diaspora indienne, 2002.
6. Leclerc, Éric, „La diaspora indienne, combien de divisions?“, Festival de saint-Dié, 2005.
7. *Le Monde*, 19 janvier 2008, p. 3.
8. Chalard, Laurent, Dumont, Gérard-François, « Des statistiques « ethniques » en Angleterre à la situation française », *Population & Avenir*, n° 681, janvier-février 2007.
9. Kaouci, Ali, « Dix millions d'émigrants dans le golfe », *Population & Avenir*, n° 666, janvier-février 2004, www.population-demographie.org.
10. Estimée à 1 132 millions à la mi-2007. Cf. « La population des continents et des États », *Population & Avenir*, n° 685, novembre-décembre 2007, www.population-demographie.org.

